

Comptes 2012

Avant vérification du Contrôle cantonal des finances



**Résultat équilibré et
recapitalisation massive de la CPEV**

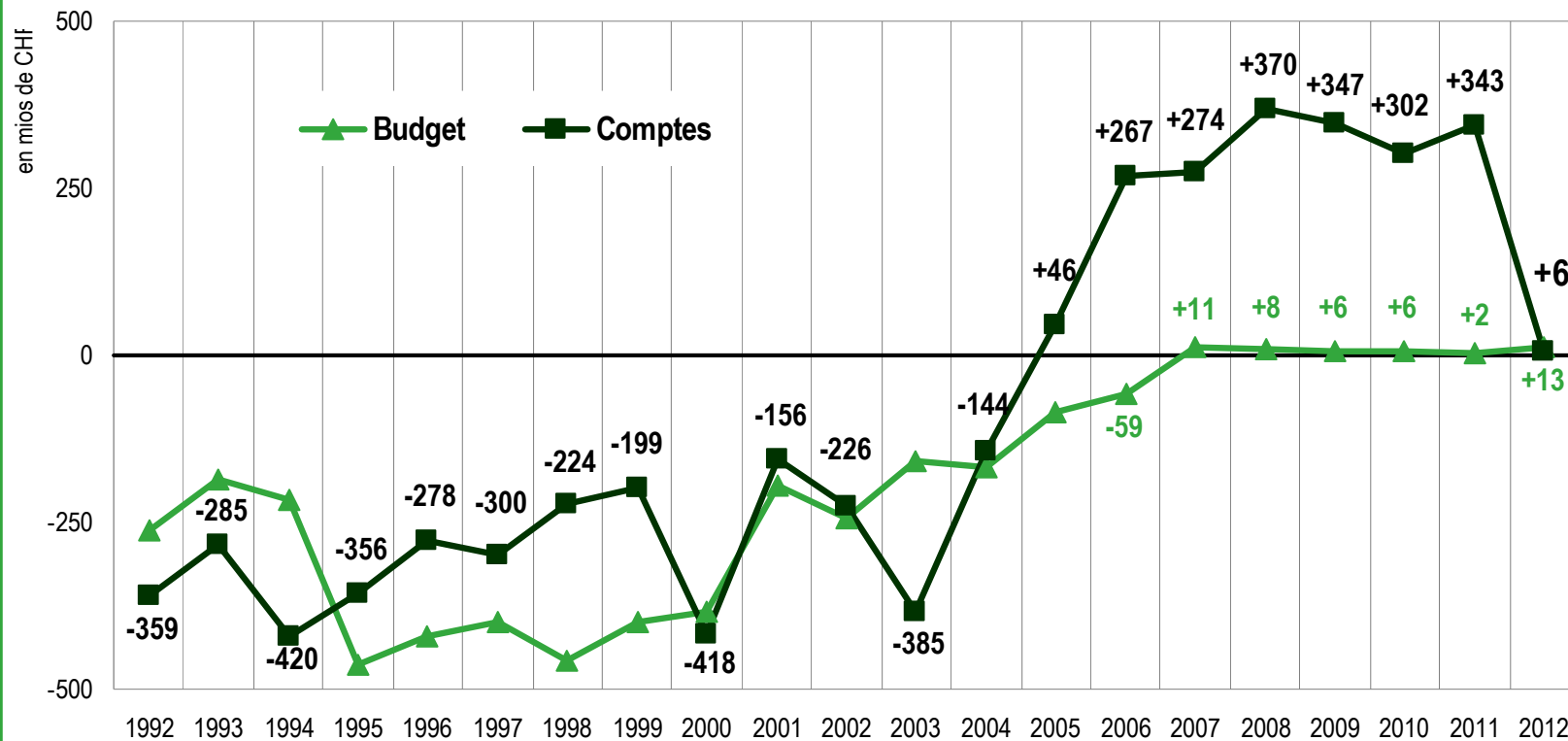
Conférence de presse du 15 avril 2013

Résultat

Conférence de presse du 15 avril 2013



- ▶ La clôture du compte de fonctionnement présente un excédent de revenus net (après amortissement) de 6 mios.
- Ce résultat est conforme à la prévision budgétaire 2012.



Comptes 2012

Synthèse et charges brutes

Conférence de presse du 15 avril 2013



en mios de CHF	Budget 2012	Comptes 2012	Ecart budget / comptes 2012		Comptes 2011	Ecart comptes 2011 / 2012	
Charges	8'088,2	8'790,4	702,2	8,7%	8'081,4	709,0	8,8%
Revenus	8'101,3	8'796,8	695,5	8,6%	8'424,4	372,4	4,4%
Résultat	13,1	6,4	- 6,7		343,0	- 336,6	

- ▶ L'écart de 702 mios (8,7%) des charges brutes par rapport au budget 2012, comme leur augmentation de 709 mios (8,8%) par rapport au comptes 2011 s'expliquent principalement par une écriture de bouclage, détaillée aux deux pages suivantes.

Nouveau plan de prévoyance CPEV

Conférence de presse du 15 avril 2013



- ▶ **La recapitalisation par l'Etat de la CPEV pour atteindre le degré de couverture de 80% en 2052 se monte à 1'440 mios,**
 - y compris réserve de fluctuation de valeurs 100 mios.

- ▶ **Cet apport impacte durablement les finances du canton:**
 - intérêts du financement, taux imposé 3,75% (3,25 + 0,5%) 54 mios
 - amortissement du capital sur 40 ans, charge annuelle 36 mios

- ▶ **En outre, les mesures adoptées le 8 mars impliquent pour l'Etat:**
 - augmentation de cotisation +0,5%, charge annuelle 12 mios
 - introduction de la rente-pont AVS, charge annuelle 16 mios

- ▶ **Au total, le nouveau plan de prévoyance a un coût pour l'Etat de 118 mios par année sur 40 ans (2012-2051, versements dès 2014).**

Préfinancement de la recapitalisation CPEV

Conférence de presse du 15 avril 2013



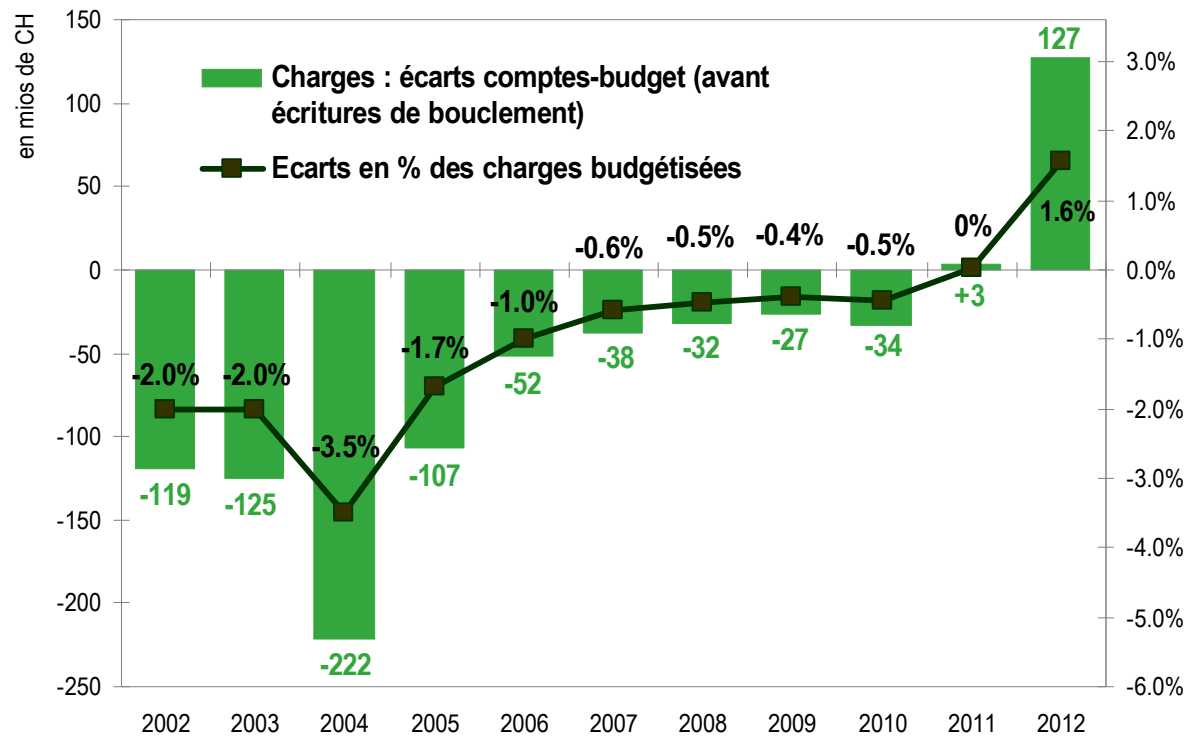
Comptes 2012

- ▶ **Dans le bouclage des comptes 2012, le Conseil d'Etat décide d'anticiper le financement comptable de la recapitalisation à hauteur de 40% des 1'440 mios, soit d'un montant de 575 mios.**
- ▶ **Cette opération aura pour effet de réduire d'autant les tranches d'amortissement, dont la charge annuelle passera dès 2014 de 36 à 22 mios.**
- ▶ **L'Etat versera le montant de recapitalisation par tranche annuelle au moyen d'emprunts sur les marchés financiers.**
- ▶ **En fonction des taux du marché, la charge d'intérêts pour l'Etat pourrait diminuer par rapport au taux technique imposé de 3,75% (3,25 + 0,5%) payé à la Caisse.**
- ▶ **Ainsi, le nouveau plan de prévoyance entraînera un coût total pour l'Etat réduit de 118 à 104 mios en 2014, et qui pourrait être dégressif les années suivantes.**

Analyse des charges : suivi budgétaire

Conférence de presse du 15 avril 2013

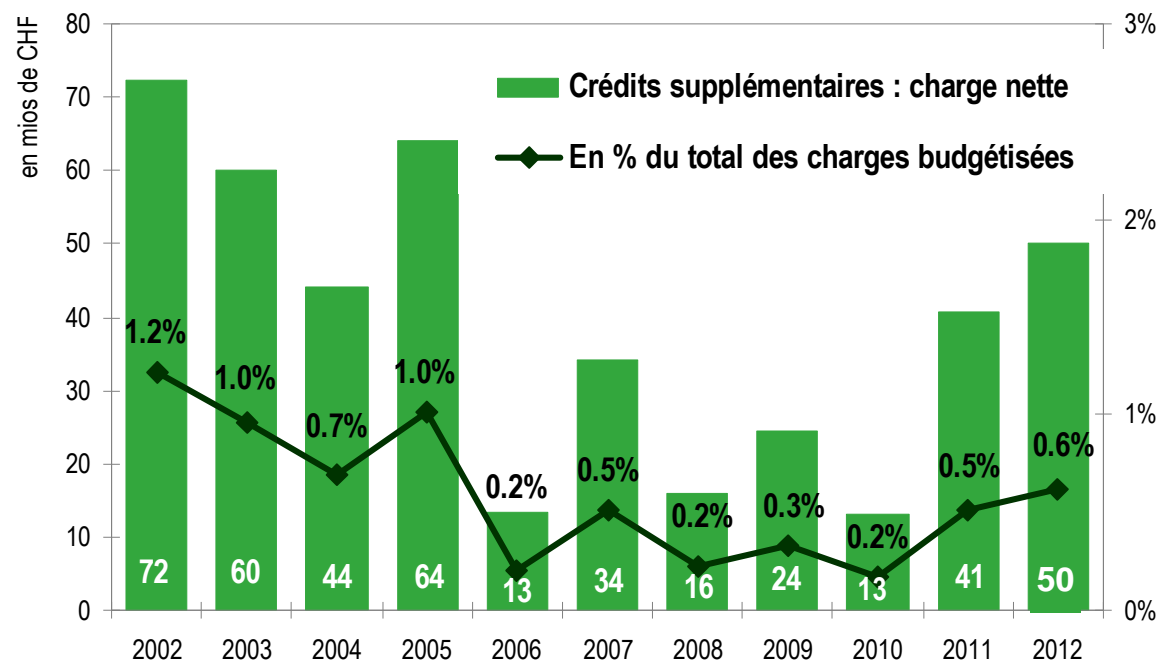
- ▶ **Les charges de fonctionnement (hors recapitalisation anticipée CPEV) sont supérieures de 127 mios à la prévision budgétaire.**
 - **Les principaux écarts proviennent du RI (+46 mios), de l'asile (+26 mios) et des intérêts du financement CPEV (+54 mios).**



Analyse des charges : crédits supplémentaires

Conférence de presse du 15 avril 2013

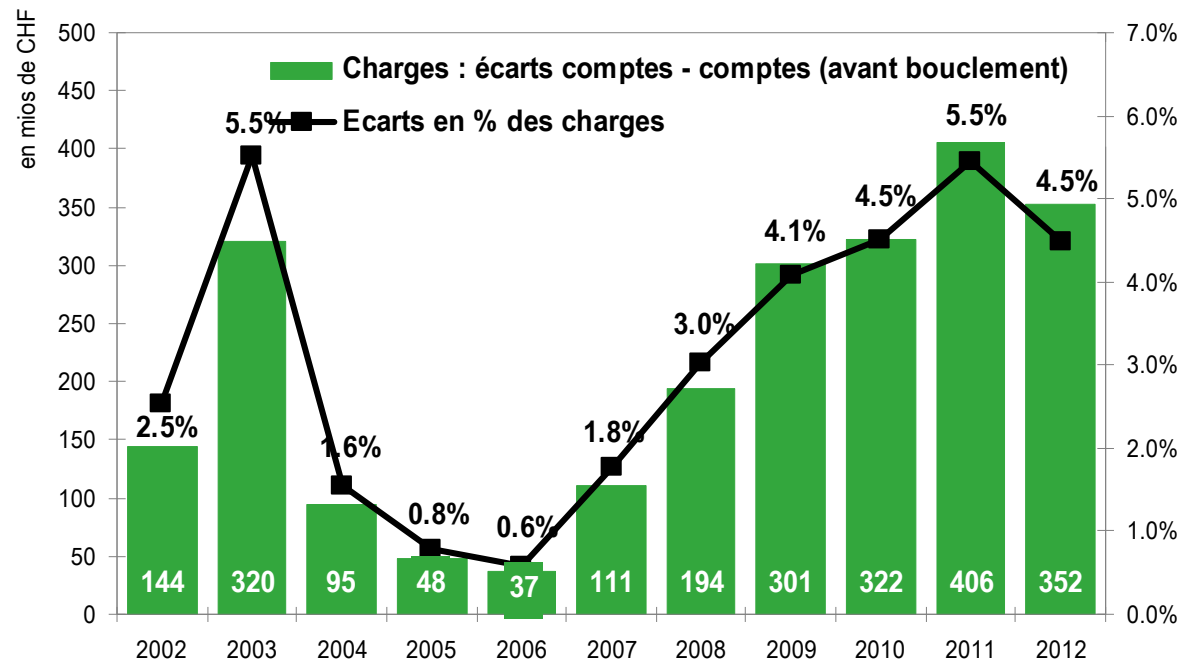
- ▶ **Après leur forte réduction et leur maintien à un niveau bas, les crédits supplémentaires non compensés atteignent 50 mios.**
 - Ils concernent principalement l'asile, les subventions hospitalières, les subsides aux primes LAMal et le RI.
- ▶ **Conformément à la LFin, 196 demandes sur 220 sont compensées**



Analyse des charges : ménage courant

Conférence de presse du 15 avril 2013

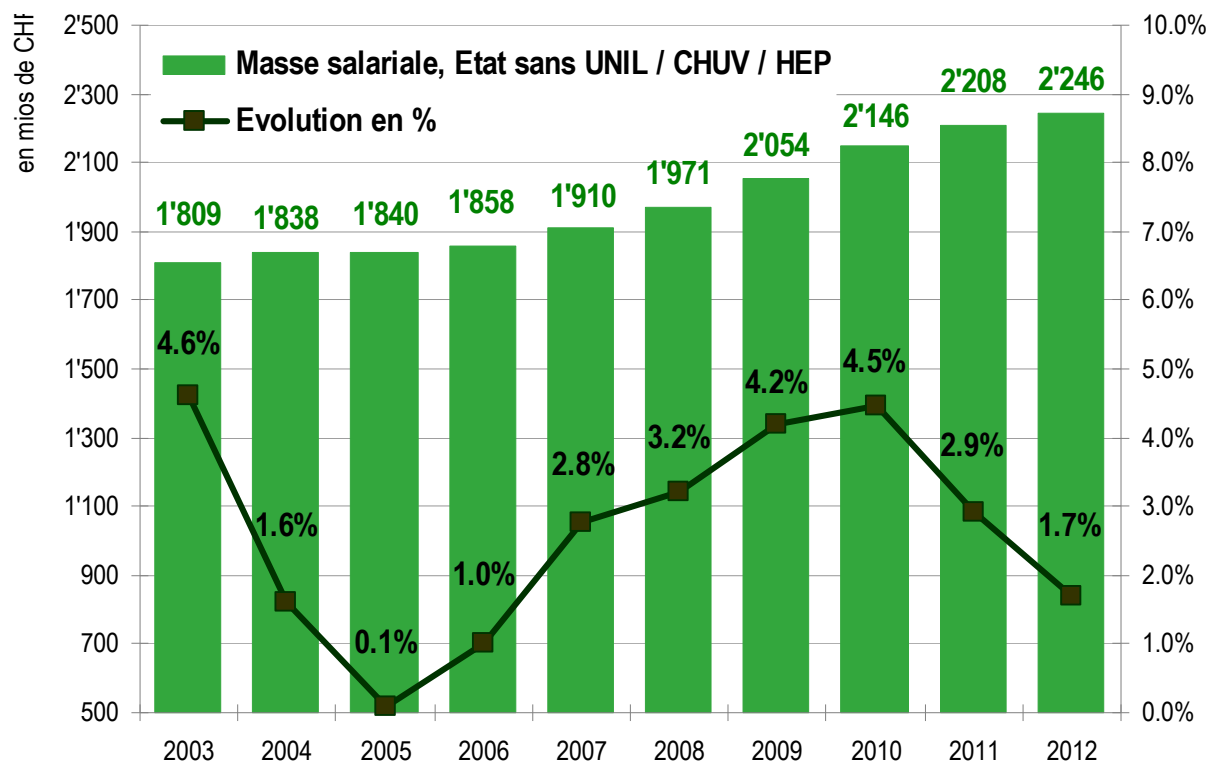
- ▶ La progression réelle des dépenses courantes est de 352 mios, soit 4,5% par rapport à l'exercice précédent.
- La comparaison implique la neutralisation des écritures de bouclage et de différentes attributions.
- Les principaux écarts proviennent de l'augmentation des charges dans les secteurs santé-social (+196 mios), formation (+53 mios) et de la charge pérenne des intérêts CPEV (+54 mios).



Analyse des charges : masse salariale

Conférence de presse du 15 avril 2013

- ▶ La masse salariale de l'Etat (hors recapitalisation anticipée CPEV et intérêts y relatifs) tend à se stabiliser (1,7%).
 - La progression s'explique par les effets de la politique salariale, les annuités et les renforcements sectoriels (total +38 mios).



Revenus bruts et impôts

Conférence de presse du 15 avril 2013

en mios de CHF	Budget 2012	Comptes 2012	Ecart budget / comptes 2012		Comptes 2011	Ecart comptes 2011 / 2012	
Revenus	8'101,3	8'796,8	695,5	8,6%	8'424,4	372,4	4,4%
Impôts	4'929,6	5'442,2	512,6	10,4%	5'218,1	224,1	4,3%

- Les écarts importants des revenus bruts (8,6%) et des impôts (10,4%) par rapport au budget s'expliquent notamment par:
- des effets de rattrapage dans la taxation de l'impôt à la source (total 126 mios),
 - des éléments exceptionnels et des effets conjoncturels détaillés aux pages suivantes.

Analyse des impôts : personnes physiques

Conférence de presse du 15 avril 2013



en mios de CHF	Comptes 2012	Ecart budget / comptes 2012		Ecart comptes 2011 / 2012	
Impôt sur le revenu	3'189,6	72,5	2,3%	118,2	3,8%
Impôt sur la fortune	472,7	52,9	12,6%	22,9	5,1%
Personnes physiques	3'662,3	125,4	3,5%	141,1	4,0%

- ▶ L'écart de l'impôt sur le revenu des personnes physiques par rapport au budget (2,3%) provient du rattrapage dans la taxation des sourciers mixtes (87 mios).
 - Sans cet effet exceptionnel, le résultat de l'impôt sur le revenu qui représente 60% du total des impôts serait inférieur à la prévision budgétaire (-15 mios).

Analyse des impôts : revenus économiques

Conférence de presse du 15 avril 2013

en mios de CHF	Comptes 2012	Ecart budget / comptes 2012		Ecart comptes 2011 / 2012	
Impôt sur le bénéfice net	610,5	61,1	11,1%	- 31,9	- 5,0%
Impôt sur le capital	81,7	32,7	66,8%	10,5	14,8%
Personnes morales	692,2	93,8	15,7%	- 21,4	- 3,0%

- ▶ L'écart important des impôts sur les sociétés par rapport au budget (15,7%) s'explique par les incertitudes économiques qui prévalaient lors de la procédure budgétaire.
- ▶ Le transfert de l'impôt sur le bénéfice (- 31 mios) à l'impôt sur le capital (+11 mios) par rapport à 2011 montre une tendance à la baisse du bénéfice des sociétés.

Analyse des impôts : revenus conjoncturels

Conférence de presse du 15 avril 2013



en mios de CHF	Comptes 2012	Ecart budget / comptes 2012		Ecart comptes 2011 / 2012	
Gains immobiliers	178,5	58,5	48,8%	10,0	5,9%
Droits de mutation	157,8	7,8	5,2%	- 10,0	- 6,0%
Successions et donations	112,5	40,5	56,3%	23,3	26,2%
Revenus conjoncturels	448,8	106,8	31,2%	23,3	5,5%

Comptes 2012

- ▶ L'écart important des revenus immobiliers par rapport au budget (49%) et la progression marquée par rapport à 2011 (5,9%) traduisent la poursuite de la surchauffe immobilière, au contraire de la prévision budgétaire.
- ▶ L'écart important de l'impôt sur les donations par rapport au budget (56%) comme par rapport à l'exercice précédent (26%) découle du dépôt en 2011 d'une initiative populaire réclamant un impôt fédéral sur les successions (effet 25 mios).

Analyse des impôts : synthèse

Conférence de presse du 15 avril 2013



Comptes 2012

- ▶ L'évolution des trois groupes d'impôts déterminants (PP, PM, conjoncturels) montre après le tassement de 2010-2011 le retour à une faible croissance en 2012 (0,7%).

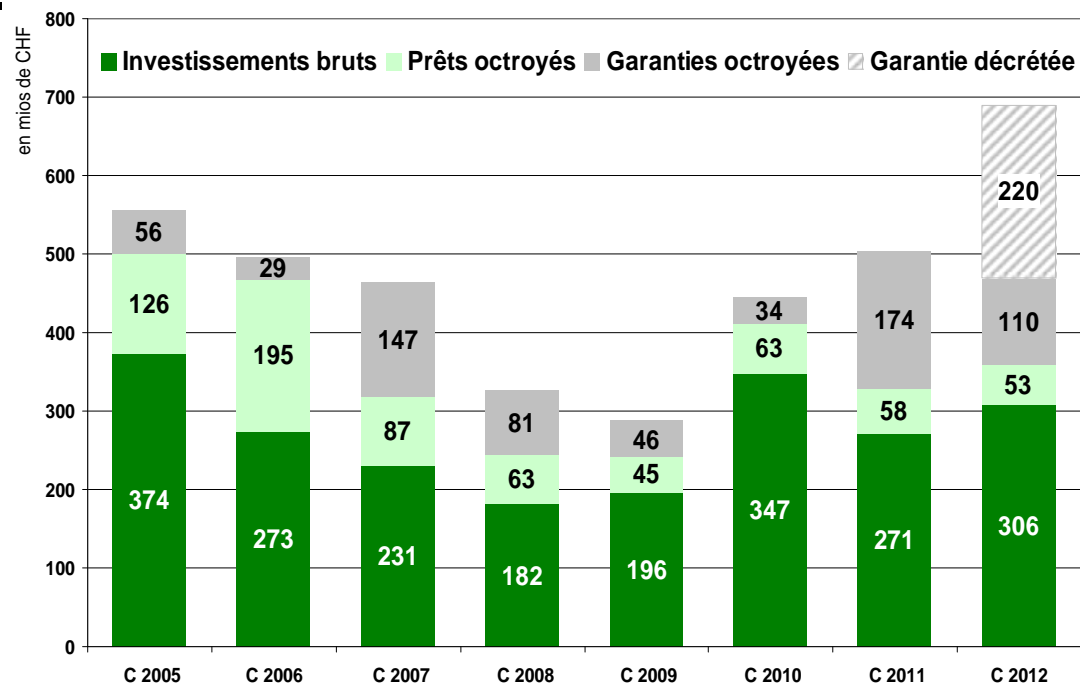


* Hors effets exceptionnels de rattrapage dans la taxation des sourciers mixtes (87 mios) et de l'initiative demandant un impôt fédéral sur les successions (25 mios)

Investissements bruts

Conférence de presse du 15 avril 2013

- ▶ **Globalement, l'Etat investit 689 mios dans l'économie vaudoise:**
 - investissements bruts (y compris part des tiers) 306 mios
 - octroi de nouveaux prêts par l'Etat 53 mios
 - nouvelles garanties de l'Etat 110 mios
 - garantie Hôpital Chablais décrétée mais non réalisée 220 mios
- ▶ **C'est 186 mios de plus que 2011, et 64 mios de moins que prévu en 2013.**



Analyse des investissements nets

Conférence de presse du 15 avril 2013



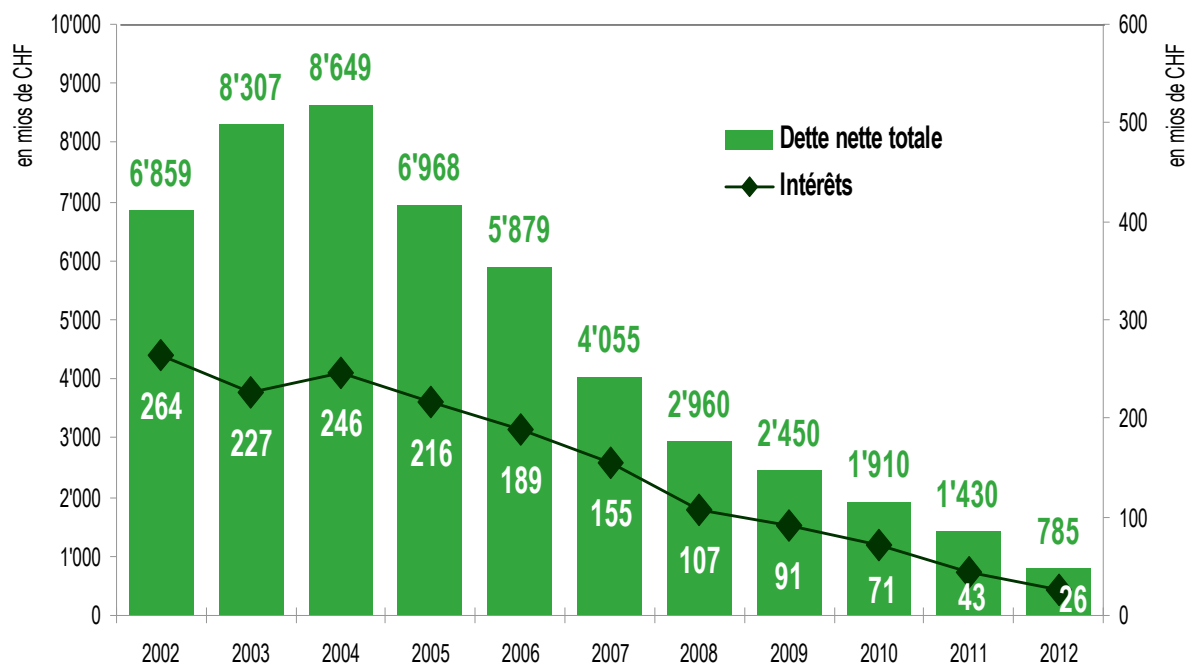
- ▶ **La part nette du canton aux investissements s'élève à 258 mios.**
 - **C'est 42 mios de moins que prévu au budget (-66 mios en 2011).**
 - **Cet écart s'explique essentiellement par des retards pris sur de nombreux projets.**

en mios de CHF	Objets notamment réalisés en 2012	Montant net
Informatique	ystème d'information financier (8 mios), informatisation des impôts (6 mios) modernisation du réseau (2 mios),	25,3
Territoire et mobilité	routes cantonales (51 mios), améliorations foncières (11 mios), CGN (7 mios)	88,4
Constructions UNIL	Géopolis (38 mios), IDHEAP (13 mios)	51,9
Santé et social	laboratoires (7 mios), entretien technique (5 mios), soins continus (3 mios), dialyse (2 mios)	25,6
Parc immobilier	gymnases (11 mios), centre de détention des mineurs (7 mios), HEIG (7 mios), centre d'entretien RC (5 mios), MCBA (4 mios)	66,7
Total		257,9

Dette et intérêts

Conférence de presse du 15 avril 2013

- ▶ Une huitième réduction consécutive de 645 mios ramène la dette nette à 785 mios;
 - car le financement de la CPEV n'impacte pas encore la trésorerie.
- ▶ La charge d'intérêts enregistre une nouvelle baisse de 17 mios:
 - en fonction de la réduction de la dette et d'un emprunt au taux 1%.



Risques et incertitudes à court terme

Conférence de presse du 15 avril 2013



Comptes 2012

- ▶ **Fiscalité, alignement de la charge fiscale des sociétés sur l'UE, baisse des recettes pour Vaud 250 mios + coût RPT 250 mios**
- ▶ **Initiative fédérale «Imposer les successions pour financer l'AVS», conséquence pour les cantons pas encore identifiée**
- ▶ **Initiative populaire «pour des allocations enfants et formation exonérées de l'impôt», baisse de recettes pour Vaud 60 mios**
- ▶ **Programme de financement de l'armée et réexamen des tâches de la Confédération, transferts de charges sur Vaud 30 mios**
- ▶ **Financement de la politique fédérale des transports, contribution des cantons, charge supplémentaire pour Vaud 20 mios**
- ▶ **Initiative parlementaire fédérale sur les tutelles, charge supplémentaire pour Vaud 20 mios**

Conclusions

Conférence de presse du 15 avril 2013



Comptes 2012

- ▶ **En recapitalisant sa caisse de pensions, l'Etat réduit son ultime faiblesse financière héritée du passé.**
- ▶ **La progression des dépenses courantes (4,5%) dépasse celle des revenus (4,4%) pour la troisième année consécutive.**
- ▶ **La progression des revenus dépend en outre à plus de 80% de facteurs extraordinaires ou aléatoires.**
- ▶ **Dans une perspective de forte croissance des investissements, la maîtrise des charges sera primordiale ces prochaines années.**